



Message des élu·es du CA

Chères collègues,

Chers collègues,

Face aux contraintes financières que subissent les universités françaises, la Présidente a souhaité consulter ce matin les membres du Conseil d'administration pour le vote d'une motion. Le texte proposé, élaboré en concertation avec les élu·es « Ensemble pour l'université », a été enrichi en séance puis adopté à une très large majorité (26 pour et 6 abstentions). Tous les élu·es Ensemble pour l'université présent·es ou représenté·es ont voté pour.

Nous reproduisons ici le texte de la motion :

« Le Conseil d'administration de l'Université Toulouse - Jean Jaurès, réuni le 14 octobre 2025 en séance plénière, alerte avec la plus grande fermeté sur la situation financière désastreuse imposée aux universités françaises.

Dans le contexte national où l'accent est mis sur les économies budgétaires, il est essentiel de rappeler que l'enseignement supérieur et la recherche (ESR) ne constituent pas un coût pour la nation, mais un investissement : un investissement dans la jeunesse, dans la science et dans l'avenir. Aussi le Conseil d'administration demande à l'État de réaffirmer le rôle et les missions qu'il confie aux universités au sein de la Société.

Le Conseil d'administration dénonce et condamne la décision du gouvernement de faire supporter aux universités des charges qu'il doit assumer en ne compensant pas les dépenses relevant de la charge de l'État, notamment concernant les revalorisations salariales et les pensions. Ce transfert de charges, opéré sans moyens supplémentaires, fragilise durablement l'équilibre financier des établissements. En ce sens, le Conseil d'Administration demande le reversement des crédits non alloués.

Contrairement à certaines affirmations, les universités savent gérer les fonds publics avec rigueur et transparence. Leurs marges de manœuvre ont été délibérément réduites au minimum : désormais, leur masse salariale augmente mécaniquement sans compensation adéquate, leurs dépenses de fonctionnement sont contraintes et leur capacité d'investissement fortement affaiblie. Le discours relatif à la prétendue « mauvaise gestion » des universités n'a pour but que de masquer un démantèlement programmé du service public. Le Conseil d'administration de l'Université refuse de cautionner cette politique de destruction silencieuse. Il s'associe à toute mobilisation nationale visant à défendre l'intégrité et les moyens du service public de l'enseignement supérieur et de la recherche.

Le Conseil d'administration réaffirme son attachement à un financement public à la hauteur des missions confiées aux universités. Il demande un réinvestissement massif et équitable dans l'ESR, seule condition pour permettre à chaque établissement de remplir pleinement ses missions au service de la société. »

Cette motion rappelle combien **la situation financière dans laquelle se trouve notre université est la conséquence de politiques nationales** qui, depuis de nombreuses années, asphyxient l'enseignement supérieur et la recherche. **L'engagement de notre Présidente sur ces sujets est connu et ne saurait être remis en question** ; nous lui renouvelons notre confiance.

Nous souhaitons que **le récent desserrement des contraintes pesant sur la campagne d'emploi 2026**, obtenu dans le cadre de la négociation avec la tutelle et acté auprès des équipes pédagogiques à travers les directeur·rices de composantes, contribue à atténuer les inquiétudes et permette de renouer avec un climat de travail plus serein.